

En République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi joue sa réélection

Christophe Châtelot

Le Monde, 19 décembre 2023

En cinq ans, le chef de l'Etat est parvenu à échapper à l'étreinte de son prédécesseur, Joseph Kabila. Il n'est, en revanche, pas parvenu à stabiliser la situation dans l'est du pays.



Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, lors de son dernier meeting de campagne à Kinshasa, le 18 décembre 2023. ZOHRA BENSEMRA / REUTERS

Pour son dernier meeting, organisé lundi 18 décembre, à quelques heures de la clôture de la campagne pour la présidentielle de

mercredi, Félix Tshisekedi, candidat à sa réélection à la tête de la République démocratique du Congo (RDC), a déployé les grands moyens. « *Un final en feu d'artifice* », promettait l'un de ses conseillers. La « team Fatshi » – diminutif de Félix Antoine Tshisekedi – a investi l'esplanade Sainte-Thérèse située non loin de l'aéroport international de Ndjili, au cœur du district de la Tshangu surnommé « la Chine » pour la densité de sa population. Sur la scène, Gaz Mawete, star de la musique issue du quartier, chauffe le public. « *Des dizaines de milliers de personnes, des centaines de milliers, là sur l'équivalent de quatre terrains de football* », se vante un organisateur.

Chiffre invérifiable mais la foule est là, généreusement dotée de tee-shirts blancs, drapeaux et bracelets rappelant que mercredi il faudra voter « Numéro 20 ». C'est le chiffre attribué, en début de campagne, par la Commission électorale nationale indépendante au candidat Tshisekedi après tirage au sort dans la liste des vingt-six prétendants initiaux. Dans le ciel, sept drones tournoient entre les tours d'échafaudages parées de portraits géants barrés des slogans : « *Unité, sécurité,*

prospérité » ou « *Le meilleur est à venir* ».

Comme l'avenir commence dès le lendemain, malgré le silence électoral imposé depuis lundi minuit, le « Numéro 20 » a enfilé de nouveau, dès mardi matin, son costume présidentiel pour quatre déplacements que radios et télévisions publiques ne devaient pas manquer de surmédiatiser : inauguration de l'université pédagogique nationale, d'un immense centre financier (ministère du budget et des finances, hôtels, bureaux...) construit par l'entreprise turque Miller Holding, fin des travaux de modernisation de l'hôpital central et visite du chantier du grand marché.

Malgré cela, il y a loin, encore, avant que la RDC ne devienne « l'Allemagne de l'Afrique » dont rêve Félix Tshisekedi, même si des progrès ont été enregistrés durant son quinquennat. « *Lorsque je suis arrivé à la tête de ce pays, il n'y avait que 9 % de ménages dans la population qui avaient accès à l'électricité. Aujourd'hui, nous tournons autour de 20 % et l'objectif c'est d'aller encore beaucoup plus loin* », déclarait-il le 16 novembre à RFI et France 24.

« Fatshi béton »

La mesure dont il est le plus fier, affirmait au mois de novembre son porte-parole, Erik Nyindu, « *c'est l'instauration de la gratuité de l'enseignement primaire* ». Cela aurait permis, selon lui, à « *cinq millions d'enfants défavorisés de prendre le chemin de l'école* ». Cette disposition inscrite dans la Constitution depuis 2006 n'avait jamais été mise en œuvre. Le candidat promet de l'étendre au

secondaire. De même, il s'engage à généraliser la gratuité des accouchements et de s'attaquer à la revalorisation des retraites et des traitements dans la fonction publique alors que l'inflation dépasse les 20 % sur les douze derniers mois. Sans oublier de se pencher sur les infrastructures qui manquent cruellement dans ce pays continent.

Dès le début de son premier mandat, en 2019 après un scrutin qui demeure controversé, il avait pourtant gagné un surnom révélateur des attentes des quelque 100 millions de Congolais : « Fatshi Béton ». « Béton » parce que le successeur de Joseph Kabila (président de 2001 à janvier 2019) promet alors de rebâtir ce pays potentiellement immensément riche au regard de ses ressources naturelles mais scandaleusement pauvre. La RDC se classe toujours 164e sur 174 pays à l'indice de développement humain des Nations unies. Investi le 24 janvier 2019, il lance, dès le 2 mars, son « *programme d'urgence pour les cent premiers jours* ». Divers secteurs sont concernés : accès à l'électricité et à l'eau potable, infrastructures sanitaires et scolaires, logements sociaux, routes...

A Kinshasa, des « sauts-de-mouton », passerelles routières censées lutter contre les embouteillages dantesques de cette ville tentaculaire hébergeant une dizaine de millions d'habitants, sortent en effet de terre. Mais le bilan de ce programme à 500 millions de dollars est maigre. Ce que les Congolais ont surtout retenu est le scandale qui a mis en cause Vital Kamerhe. En 2020, ce directeur de cabinet du président Tshisekedi, ancien président du Parlement et personnalité politique de premier plan, est emprisonné, jugé

et condamné à vingt ans de prison. La peine maximale pour « détournement de fonds » et « corruption aggravée » dans le cadre de la gestion des « cent jours » dont il avait la charge.

Dans la population, parmi les investisseurs, les diplomates (américains notamment) et les bailleurs de fonds, on se dit alors que la lutte contre la corruption, qui ronge le pays, promise par le candidat Tshisekedi n'est pas qu'un slogan. Deux ans plus tard, retournement de situation. Le jugement est cassé. Vital Kamerhe est libéré et nommé ministre de l'économie nationale avec rang de vice-premier ministre. « *Ça a laissé des traces* », grince un diplomate européen dubitatif quant au degré d'indépendance de la justice.

Ralliements et débauchages

Politiquement, le nouveau ministre de l'économie « blanchi » est un allié utile grâce à son implantation dans l'est du pays. Dans le même registre et au même moment, Félix Tshisekedi a aussi ramené dans ses filets Jean-Pierre Bemba. En 2018, celui-ci avait été libéré après dix ans de prison à La Haye, acquitté des accusations de crimes contre l'humanité commis en Centrafrique – il a été condamné par la Cour pénale internationale (CPI) pour subornation de témoins. Originaire de la province d'Equateur où il demeure populaire, il a été nommé en mars 2023 ministre de la défense, lui aussi avec rang de vice-premier ministre.

S'adjoindre ces deux fortes personnalités est un joli coup politique même si celles-ci venaient de connaître des revers de fortune. Mais là où Félix Tshisekedi a démontré toute son habileté, c'est dans la façon dont il est parvenu à échapper à l'étreinte de son prédécesseur, Joseph Kabila, qui l'avait probablement sous-estimé.

Félix Tshisekedi, que l'on disait écrasé par la personnalité de son père, Etienne Tshisekedi (mort en 2017), figure historique de l'opposition aux présidents Mobutu puis Kabila père et fils ; lui que l'on présentait moins comme un animateur de forums politiques que des nuits à Bruxelles – où il passa de nombreuses années de sa vie aux côtés de son père exilé – s'avère fin manœuvrier.

Lorsqu'il accède au pouvoir, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, créée par son père) ne compte que 32 députés sur 500. Le Front commun pour le changement de Joseph Kabila, avec lequel il signe opportunément un accord de gouvernement, occupe 341 sièges. La coalition Lamuka regroupant quatre poids lourds politiques (Adolphe Muzito, Moïse Katumbi, Martin Fayulu et Jean-Pierre Bemba) en détient 112.

Cinq ans plus tard, de ralliements en débauchages, la coalition organisée autour de l'UDPS domine le Parlement. En face, l'opposition, divisée, n'est pas parvenue à s'entendre sur le nom d'un candidat unique à la présidentielle. Joseph Kabila, mutique depuis la dénonciation de l'accord de gouvernement par « Fatshi », vit la plupart du temps reclus dans ses ranchs. Son parti a choisi de boycotter les scrutins présidentiel et législatif du 20 décembre.

Relations détestables avec le Rwanda

Ces victoires sur le champ politique contrastent avec l'échec militaire dans l'est du pays, ravagé par une guerre impliquant ses plus proches voisins. Au début de son mandat, le président a multiplié les efforts diplomatiques pour renouer le fil de la coopération avec le Rwanda. Puis, devant l'échec de cette stratégie concrétisé par la résurgence de la rébellion du M23, en novembre 2021 après des années de sommeil, le président congolais a demandé l'intervention armée de ses voisins (non rwandais) d'Afrique de l'Est, avant de demander leur retrait, quelques mois plus tard, ainsi que celui des casques bleus de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco).

A ce jour, les forces armées de la RDC ne parviennent pas à regagner les territoires conquis par le M23, soutenu par Kigali, comme le confirment plusieurs rapports des Nations unies. Certes, le président avait hérité d'une armée congolaise en lambeaux. Il a donc porté l'enveloppe de la défense à 10,4 %

du budget 2023, passant de 4 milliards de dollars en 2019 à 16 milliards en 2023. Une loi de programmation militaire a été votée cette année pour permettre d'augmenter la solde misérable des militaires. De même qu'un texte sur la réserve armée, qui a permis, affirme le gouvernement, de recruter 40 000 jeunes Congolais.

Mais la dégradation de la situation au Nord-Kivu, qui se traduit par le déplacement de plus d'un million de personnes, reste le gros point noir de ce premier quinquennat. Lundi, le président a donc employé un ton démesurément martial sur les ondes de Top Congo FM : « *A la moindre escarmouche, je vais réunir les deux Chambres en congrès et je vais demander l'autorisation de déclarer la guerre au Rwanda.* » « *Aujourd'hui, nous n'avons pas besoin d'envoyer des troupes au sol au Rwanda. De chez nous, nous pouvons atteindre Kigali* », a-t-il menacé. Quel que soit le vainqueur dans les urnes, un mandat ne sera pas de trop pour rebâtir les relations avec le Rwanda, qui ont rarement été aussi détestables.

Christophe Châtelot (Kinshasa, envoyé spécial)